

Économie mexicaine : une stabilité qui se démarque du reste de l'Amérique latine

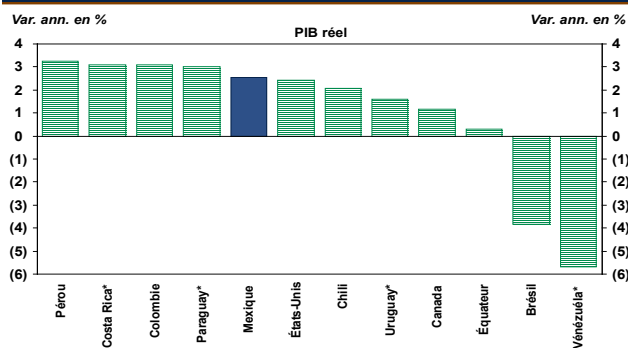
Un partenaire de l'ALÉNA qui pourrait prendre plus d'importance

Les principales économies de l'Amérique latine ont récemment connu plusieurs difficultés, notamment la plus importante, celle du Brésil. On remarque cependant que le Mexique a fait preuve de stabilité au cours des dernières années. Ce pays a su profiter à la fois de la bonne croissance relative de la demande intérieure américaine et d'une fructueuse diversification de son économie. Ce *Point de vue économique* dresse un court portrait de l'économie mexicaine. On remarque que le Mexique demeure très dépendant de la conjoncture américaine, ce qui peut être bénéfique à court terme. Les exportations de pétrole sont moins névralgiques qu'auparavant et la croissance a été davantage appuyée par le secteur manufacturier. Toutefois, la progression de l'économie mexicaine demeure décevante par rapport aux autres pays émergents. Elle est freinée par de nombreux points négatifs, notamment en ce qui a trait à la pauvreté, à la sécurité et à la confiance envers les institutions publiques.

UNE BONNE PERFORMANCE RELATIVE EN 2015

Le PIB réel mexicain a progressé de 2,5 % en 2015, une performance bien supérieure à la décroissance de 0,9 % enregistrée par l'ensemble de l'Amérique latine. Durant la même période, le Brésil était en récession avec une contraction de 3,9 % de son PIB réel et l'Argentine n'a crû que de 1,2 % (graphique 1).

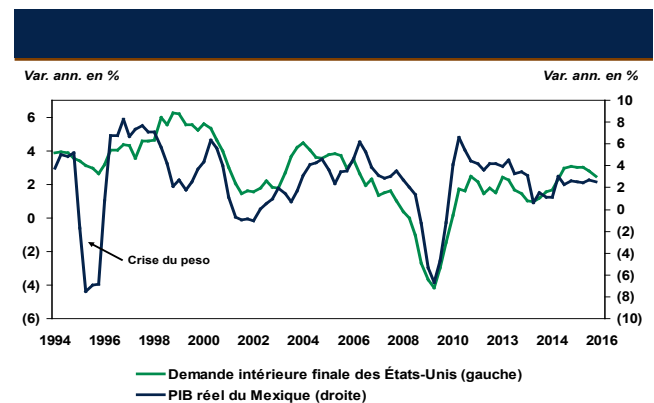
Graphique 1 Le Mexique a connu une bonne croissance relative en 2015



* Estimations.
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

La croissance mexicaine est aussi meilleure que les hausses de 1,2 % affichées par le PIB réel canadien. L'écart est plus minime avec l'économie américaine qui a progressé de

2,4 % en 2015. Cette dernière comparaison met en lumière le fait que l'économie mexicaine suit de près les cycles économiques vécus chez leur voisin du nord (graphique 2) et rappelle l'importance de la demande américaine pour la production mexicaine.



Sources : Bureau of Economic Analysis, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática et Desjardins, Études économiques

UNE CROISSANCE GÉNÉRALEMENT PLUS FAIBLE QUE LA PLUPART DES AUTRES PAYS ÉMERGENTS

Si la performance récente du Mexique est relativement enviable, ça n'a pas souvent été le cas au cours des deux dernières décennies. La croissance annuelle moyenne du

PIB réel mexicain entre 2000 et 2015 se mesure à 2,4 %. Au cours de la même période, les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ont vu en moyenne leur PIB réel augmenter de 7,3 % (Brésil à 2,9 %, Russie à 4,1 %, Inde à 6,9 %, Chine à 9,5 %). Ce manque à gagner est aussi vrai si l'on compare avec d'autres pays d'Amérique latine comme le Chili (4,3 %), le Pérou (5,2 %) et la Colombie (4,3 %).

À moyen terme, on explique cette croissance plus lente par plusieurs facteurs. Premièrement, il y a le lien serré avec l'économie américaine qui a connu deux récessions durant cette période, soit en 2001 et en 2008-2009. La rigidité institutionnelle, l'instabilité politique et le manque de productivité du Mexique sont aussi des éléments contribuant à cette faiblesse relative.

UNE ÉCONOMIE PLUS STABLE ET MIEUX DIVERSIFIÉE

Si la croissance s'est avérée plus modeste au Mexique, elle se montre aussi relativement stable. Contrairement à plusieurs pays émergents, notamment en Amérique latine, le Mexique n'a pas connu toute l'ampleur du boum des matières premières de la dernière décennie. Il n'a pas non plus connu le récent ressac. C'est grâce à une économie plus diversifiée que le Mexique connaît cette stabilité. Ce pays est moins dépendant des aléas de l'offre et de la demande internationales de certaines matières premières. Inversement, il dépend davantage de sa demande intérieure. On remarque ainsi que la consommation privée mexicaine compose 69,3 % du PIB. Cette proportion est de 63,3 % au Brésil, 64,4 % au Chili et de 63,8 % en Colombie. Elle est encore plus faible dans les pays du BRIC, notamment en Chine (38,2 %), en Inde (58,9 %) et en Russie (53,7 %).

Le secteur manufacturier a aussi une grande importance au Mexique et cet apport permet aussi de moins dépendre des ressources naturelles. Le secteur manufacturier mexicain équivaut à 17,7 % du PIB et 78,7 % des exportations de marchandises. Au Brésil, il ne représente que 11,7 % du PIB et 34,8 % des exportations de marchandises. La fabrication est évidemment prépondérante en Chine alors qu'il compte pour 30,1 % du PIB et pour 94,0 % des exportations de marchandises.

Le secteur des services est toutefois un peu moins important au Mexique (62,3 % du PIB) qu'au Brésil (70,8 %) ou dans l'ensemble de l'Amérique latine (64,8 %). Il est néanmoins bien plus important qu'en Chine (48,1 %).

Le secteur des ressources demeure toutefois important pour le Mexique. Ce pays fait toujours partie des principaux producteurs de pétrole au monde, atteignant le 11^e rang en 2014 avec 2 784 000 barils par jour, soit 3,2 % de la

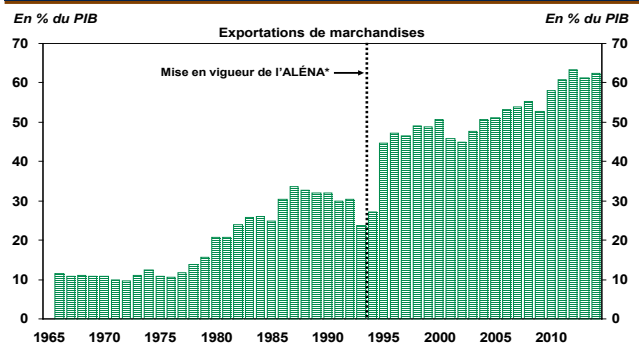
production mondiale. Cependant, cette production est en baisse et cela a commencé bien avant la débâcle de ce marché observée depuis la mi-2014. Entre 2004 et 2014, la production mondiale de pétrole a progressé de 9,6 % (incluant un bond de 60,6 % aux États-Unis – grâce au pétrole de schiste – et de 39,4 % au Canada), tandis que la production mexicaine s'est contractée de 27,3 %. Le poids du secteur pétrolier au sein de l'économie mexicaine n'est donc plus ce qu'il était auparavant. En excluant les effets des variations de prix, l'extraction de pétrole et de gaz ne représentait que 5,5 % du PIB en 2015, soit pratiquement deux fois moins qu'au milieu des années 1990. L'importance du secteur reste grande pour les revenus du gouvernement, mais elle est, là aussi, en déclin.

L'ESSOR COMMERCIAL MEXICAIN

Le secteur manufacturier mexicain a connu une première envolée à partir du milieu des années 1960 avec l'établissement des *maquiladoras*. Ces entreprises exportatrices manufacturières, établies souvent – mais pas exclusivement – le long de la frontière américaine, profitent de conditions tarifaires favorables à l'importation d'équipement et de matériel. Ce programme d'industrialisation a attiré plusieurs firmes américaines, notamment à partir des années 1980.

Une deuxième vague encore plus importante a pris place lors de la mise en vigueur le 1^{er} janvier 1994 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Elle se perçoit évidemment dans le commerce mexicain de marchandises. Celui-ci est passé d'aux alentours de 10 % du PIB durant les années 1960 à plus de 30 % juste avant la récession du début des années 1990. En une seule année, soit entre 1994 et 1995, il a bondi de 27,1 % à 44,8 % du PIB. Cette progression ne s'est pas arrêtée : le ratio se situait en 2014 à un sommet de 62,5 % (graphique 3). On observe néanmoins une progression moins rapide des exportations mexicaines à partir des années 2000, qui est essentiellement due à la concurrence d'autres pays émergents, la Chine en premier lieu.

Graphique 3 Le poids des exportations au sein du PIB mexicain a bondi grâce à l'ALÉNA*



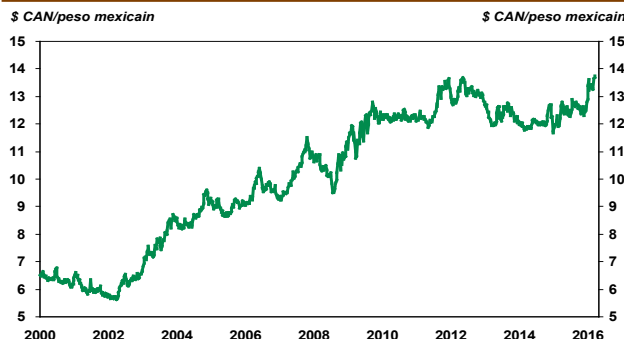
* Accord de libre-échange nord-américain.
Sources : Banque mondiale et Desjardins, Études économiques

Le secteur automobile est un élément important de l'essor industriel mexicain. Avant l'ALÉNA, en 1993, le Mexique exportait 358 000 véhicules par année aux États-Unis. En 2000, ce niveau avait plus que doublé à 812 900 véhicules. En 2015, c'était 1 380 900 véhicules assemblés au Mexique qui se destinaient au marché américain. Soit plus que le Canada qui a exporté 1 322 500 véhicules aux États-Unis au cours de l'année dernière. On remarque aussi que la production manufacturière du secteur automobile a bondi de 79,9 % au Mexique depuis 2000, alors qu'elle a progressé de 24,1 % aux États-Unis et reculé de 20,0 % au Canada. Les producteurs d'automobiles détiennent une vingtaine d'usines d'assemblage au Mexique et l'on remarque aussi que les annonces d'investissement dans de nouvelles usines ont récemment favorisé les États-Unis et le Mexique au détriment du Canada.

Le principal attrait du Mexique pour les investissements directs manufacturiers est évidemment le bas coût de la main-d'œuvre. Il y a une énorme différence entre les salaires horaires américains et mexicains. Selon le Conference Board des États-Unis, le coût horaire du travail dans le secteur manufacturier (incluant les bénéfices directs) était de 34,69 \$ US en 2013 aux États-Unis. Au Mexique, ce coût tombe à 6,76 \$ US. Cela se compare même avantageusement avec les coûts horaires brésiliens de 10,59 \$ US et de 20,07 \$ US en Argentine, les autres pays d'Amérique latine intégrés dans cette enquête. Toutefois, la Chine à 4,12 \$ US et l'Inde à 1,59 \$ US (en 2012) se situent encore plus bas que le Mexique. Si l'on regarde spécifiquement le secteur automobile, on remarque que le coût horaire du travail est de 46,55 \$ US aux États-Unis et de 41,06 \$ US au Canada, comparativement à 8,19 \$ US pour le travailleur mexicain.

Les mouvements de taux de change font aussi partie des éléments qui influencent les décisions d'investissements étrangers au Mexique (comparativement, par exemple, à une implantation aux États-Unis ou au Canada). Après la débâcle du milieu des années 1990, le peso est demeuré sur une lente, mais durable, tendance de dépréciation face au dollar américain. Un dollar américain valait environ 10 pesos au début de l'an 2000, il en vaut maintenant un peu plus de 17 pesos. Cette contraction du peso appuie donc la compétitivité des produits mexicains sur le marché nord-américain et s'ajoute à l'argument des bas coûts de main-d'œuvre. Cet effet se manifeste aussi face au dollar canadien. Celui-ci valait environ 7 pesos au début des années 2000, mais le huard en vaut maintenant près de 14 pesos (graphique 4). Une appréciation du dollar canadien face au dollar américain ou au peso mexicain peut être un élément dissuasif supplémentaire pour certains entrepreneurs canadiens lorsqu'ils décident d'augmenter (ou de garder) leur production ici.

Graphique 4 Depuis le début des années 2000, le dollar canadien s'est pratiquement constamment apprécié par rapport au peso



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

L'envers de la médaille du coût de production plus faible au Mexique est une productivité nettement plus modeste. Une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) place en 2013 le Mexique en dernière place parmi 33 pays (la plupart avancés) en termes de PIB par heure travaillée¹. Le résultat mexicain équivaut à une production de moins de 20 \$ US par heure travaillée. La moyenne de l'OCDE est de près de 50 \$ US. Si on la compare avec d'autres pays d'Amérique latine, la productivité mexicaine se trouve plutôt en milieu de peloton. Des données du Conference Board font aussi état d'une production par heure de 20 \$ US en 2015. Ce qui est légèrement supérieur au Brésil (17 \$ US) et à la Colombie (16 \$ US), mais sous la productivité du Chili (27 \$ US) ou de l'Argentine (22 \$ US). De plus, la croissance de la productivité est plutôt déficiente. Au cours des cinq dernières années, la hausse annuelle moyenne de la productivité mexicaine n'a été que de 0,1 %. Malgré une chute en 2015, la productivité brésilienne a crû en moyenne de 0,5 % depuis 2010. Celle du Chili de 1,8 % et celle de la Colombie de 2,3 %.

UNE ÉCONOMIE INDISSOCIABLE DE CELLE DES ÉTATS-UNIS

Les États-Unis sont de loin le principal partenaire commercial du Mexique. 79,4 % des exportations de marchandises vont vers le voisin du nord. Cette concentration est même plus élevée que pour les exportations canadiennes vers les États-Unis (75,4 %). C'est justement le Canada qui arrive en deuxième comme destination des exportations mexicaines, mais très loin derrière avec 2,9 %. La Chine est troisième avec 1,5 % des exportations mexicaines.

Également, la plupart des plus de 3 000 entreprises établies selon le programme des *maquiladoras* ont un lien

¹ www.oecd.org/std/productivity-stats/oecd-compendium-of-productivity-indicators-22252126.htm.

direct avec les États-Unis. Environ 40 % d'entre elles sont de propriété américaine et près de 50 % sont des filiales à propriété mexicaine d'entreprises américaines. Les statistiques concernant l'investissement direct étranger font état d'entrées de 15,1 G\$ US en provenance des États-Unis, ce qui représente 53 % du total de 28,4 G\$ US.

En dehors des liens commerciaux, il y a aussi des liens socio-économiques importants liés à la population américaine d'origine mexicaine. En 2014, il y avait 11,7 millions d'immigrants mexicains présents aux États-Unis, dont 5,6 millions sans autorisation. Dans les deux cas, on observe une baisse depuis quelques années alors que le flux migratoire s'est légèrement renversé à partir de la récession. Un rapport du U.S. Census Bureau signale que depuis 2013, l'immigration aux États-Unis en provenance de Chine aurait surpassé celle en provenance du Mexique².

La population d'origine mexicaine établie aux États-Unis conserve certains liens financiers qui, à grande échelle, ont un effet important. Les transferts de fonds effectués par celle-ci vers le Mexique se situaient à 24,8 G\$ US en 2015. Une somme considérable qui dépasse les revenus étrangers tirés du pétrole durant la même année (23,4 G\$ US).

Ces liens font en sorte que l'économie mexicaine dépend beaucoup de la conjoncture américaine. Parallèlement, la santé financière du pays est aussi très liée aux mouvements financiers observés aux États-Unis. Maintenant que le passé inflationniste du pays a été écarté (graphique 5), la politique monétaire de la Banque du Mexique (Banxico) est particulièrement liée à celle de la Réserve fédérale (Fed) puisqu'elle met beaucoup d'efforts à atténuer les mouvements entre le peso et le dollar américain. Par exemple, le

lendemain de la hausse des taux directeurs décrétée par la Fed en décembre 2015, la Banxico a annoncé un resserrement équivalent. Toutefois, pour éviter une dépréciation trop prononcée du peso par rapport au dollar américain, les dirigeants de la Banxico ont surpris les marchés en effectuant en février 2016 une augmentation supplémentaire de 50 points de base de son taux directeur. On observe aussi qu'au cours de 2015, le Mexique a utilisé 12,7 % de ses réserves internationales, soit 24,5 G\$ US, pour supporter le peso sur les marchés des devises.

DES PROBLÈMES PERSISTANTS

L'essor industriel du Mexique et la relative stabilité de son économie cachent certains facteurs de faiblesse qui se montrent particulièrement persistants.

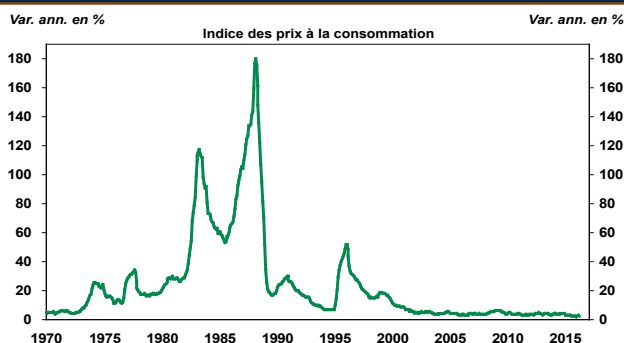
Pauvreté et inégalités des revenus – Comme dans la plupart des pays émergents, les inégalités de revenu sont très importantes au Mexique. Le revenu national par habitant est de 16 840 \$ US (selon la parité de pouvoir d'achat) en 2014, ce qui est légèrement supérieur aux 15 226 \$ US affichés pour l'ensemble de l'Amérique latine, mais bien en deçà de la moyenne des pays avancés qui se situe à 40 732 \$ US. De plus, près de 40 % des revenus ne sont partagés qu'entre 10 % des Mexicains. Le pourcentage de la population mexicaine vivant en dessous de la ligne de pauvreté nationale était de 52,3 % en 2012 selon l'Organisation des Nations unies (ONU). Un taux extrêmement élevé et qui a augmenté depuis dix ans. Par comparaison, ce taux n'était que de 8,9 % au Brésil et de 14,4 % au Chili. Cette situation alimente une certaine frustration de la population mexicaine qui n'a pas l'impression de profiter des avancées macroéconomiques des dernières décennies.

Disparités régionales – Les disparités de revenu au sein de la population mexicaine se manifestent aussi entre les différentes régions du Mexique. Selon l'OCDE, environ 76 % de la population du Chiapas (l'État le plus au sud) vivaient dans la pauvreté en 2014 contre 20 % en Nuevo León, l'État (situé au nord) où il y a le moins de pauvreté. Le Mexique est le pays membre de l'OCDE où les disparités régionales sont les plus contrastées avec le Chili en deuxième place.

Emploi informel – Plus de 50 % des travailleurs mexicains occupent un emploi informel (non déclaré, souvent des entreprises individuelles). Ce taux a considérablement augmenté durant la récession. Il est passablement plus élevé au Mexique qu'au Brésil (32,2 %), qu'en Colombie (40,7 %) ou qu'au Chili (15,4 %).

Pollution – En 1992, la Ville de Mexico a été déclarée par l'ONU comme la ville la plus polluée de la planète. La pollution est maintenant bien plus extrême dans les grandes

Graphique 5 L'inflation est maintenant relativement modeste au Mexique



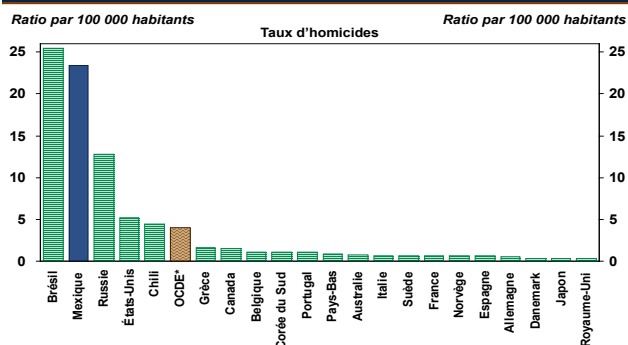
Sources : Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática et Desjardins, Études économiques

² researchmatters.blogs.census.gov/2015/05/01/china-replaces-mexico-as-the-top-sending-country-for-immigrants-to-the-united-states/.

villes d'Asie, notamment en Chine et en Inde. Toutefois, les problèmes concernant le smog ne sont pas complètement résolus malgré une amélioration notable au cours des deux dernières décennies. La Ville de Mexico a dû récemment remettre en place des mesures de restrictions d'utilisation des véhicules automobiles et des arrêts temporaires de travaux publics.

Criminalité – Parmi les principales craintes concernant le Mexique, les problèmes de criminalité viennent souvent en premier lieu. Un Mexicain sur cinq a été victime d'une offense criminelle en 2014. On remarque une hausse récente des crimes d'assaut, de fraude, d'extorsion ou de comportement menaçant. Ces problèmes sont souvent liés au trafic de stupéfiants. Le taux d'homicides se situe à 23,4 sur 100 000 au Mexique, bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE de 4,0 sur 100 000 (graphique 6).

Graphique 6 Le Mexique reste aux prises avec un problème de criminalité



* Organisation de coopération et de développement économiques.
 Sources : Organisation de coopération et de développement économiques et Desjardins, Études économiques

Corruption – La corruption est particulièrement endémique au Mexique. Selon un classement effectué annuellement par Transparency International³ où plus le rang est élevé, plus la corruption est perçue comme importante, le pays se classe en 95^e place sur 167, en pire position que le Brésil (76^e) ou la Colombie (83^e). La corruption affecte particulièrement les partis politiques, la police et les intervenants du système judiciaire. La confiance des Mexicains envers les institutions publiques est particulièrement basse.

Tous ces facteurs négatifs nuisent à la réputation du pays, affectent la confiance des entreprises et limitent les investissements, notamment en provenance de l'étranger. Ils font partie des raisons pour lesquelles l'économie mexicaine n'a pas connu l'essor d'autres pays émergents après le bond initial lié à l'ouverture des échanges avec les États-Unis. Par exemple, la proportion des entreprises qui cherchaient à

s'installer en dehors de la Chine et qui se montraient intéressées au Mexique a chuté de 70 % à 29 % entre 2011 et 2014. Ces investisseurs ont, entre autres, signalé leurs inquiétudes concernant la sécurité et les scandales liés à la corruption⁴.

ENCORE DE NOMBREUX DÉFIS

L'économie mexicaine est particulièrement bien placée pour profiter du présent cycle de croissance des États-Unis. L'important lien avec les voisins du nord, tout comme sa plus grande diversification industrielle, permet d'ailleurs au Mexique de moins souffrir des problèmes actuels des nombreux pays émergents. À plus long terme, il sera toutefois sans doute profitable d'élargir les avenues pour la production mexicaine. La participation du Mexique au Partenariat transpacifique et à d'autres accords de libre-échange est d'ailleurs encourageante. L'enrichissement d'une plus grande portion de sa population serait aussi bienvenu afin de cultiver une classe moyenne et une saine consommation intérieure. Pour ce faire, davantage d'investissements productifs, une amélioration du système d'éducation, des efforts supplémentaires pour valoriser la productivité des travailleurs, le renforcement des règles de droit (lutte à la corruption et au crime) ainsi que le rétablissement d'une certaine confiance envers les institutions publiques sont des conditions nécessaires. Relever tous ces défis permettrait enfin à l'économie mexicaine d'atteindre le développement et la progression qui ont été souvent promis, mais jamais vraiment réalisés.

Francis Généreux
 Économiste principal

³ www.transparency.org/cpi2015.

⁴ www.wilsoncenter.org/article/mexico-the-unbearable-cost-distrust.